



Journées de Recherches en Sciences Sociales 2016
La Défense, 8 et 9 décembre 2015

Le dilemme entre cohésion et ouverture :
de la diversité des modèles pour un développement territorial
équilibré

Version 22 novembre 2016

Jean-Marc Callois¹

¹ Irstea, département Territoires, 1, rue Pierre-Gilles de Gennes – CS 10030, 92 761 Antony Cedex, mail : jean-marc.callois@irstea.fr

Résumé

Deux grands types de posture sont classiquement adoptés en matière de développement territorial : l'un fondé sur la recherche de compétitivité dans les avantages comparatifs, l'autre mettant l'accent sur les coordinations et interdépendances locales. Ces deux postures ne sont pas nécessairement incompatibles, mais relèvent de philosophies assez différentes en matière d'animation économique et d'action publique locale. L'objectif de cette communication est d'analyser, au niveau de la France métropolitaine, l'importance respective de la recherche de capacité exportatrice et du renforcement des interdépendances territoriales. Pour cela, un modèle simple de l'arbitrage entre l'allocation de ressources vers l'extérieur et vers l'intérieur du territoire est proposé. Ce modèle suggère que l'allocation de ressources vers l'extérieur est typiquement trop faible par rapport à l'optimum collectif, y compris lorsque les débouchés extérieurs sont très incertains. Pour examiner empiriquement le rôle des interdépendances internes et de l'ouverture sur le dynamisme de l'emploi, un indicateur d'interdépendance territoriale est construit en se basant sur des données d'emploi communal. Le lien entre croissance de l'emploi, interdépendance et ouverture de l'économie est ensuite examiné au niveau départemental. Les résultats montrent que l'interdépendance et l'ouverture économique jouent toutes deux dans la croissance de l'emploi, mais de manière assez différente selon le type d'espace et la conjoncture macroéconomique. Dans les départements ruraux, c'est surtout l'ouverture à l'extérieur qui est le facteur limitant. A l'inverse, les départements urbains, bien qu'ils aient un niveau d'interdépendance en moyenne supérieur aux départements ruraux, auraient avantage à mettre davantage l'accent sur la cohésion que sur l'ouverture. Ces résultats plaident pour l'adoption de méthodes d'animation économique et de priorités de politiques publiques différenciées selon les territoires.

Mots clés : développement territorial, interdépendances territoriales, capital social.

Classification JEL : A13, P48, R11.

1. Introduction

Les discours sur le développement territorial oscillent souvent entre deux postures : une focalisation sur la compétitivité (exploitation optimale des avantages comparatifs) et un appel à la valorisation des échanges internes au territoire. Bien qu'ils ne soient pas incompatibles, ces deux discours relèvent de philosophies assez différentes. Dans un cas, il s'agit avant tout d'une focalisation sur les débouchés extérieurs et de la recherche d'une efficacité productive (innovation, baisse des coûts). Dans l'autre, il s'agit avant tout de faire appel au caractère systémique du territoire, afin de renforcer sa résilience en augmentant les interdépendances entre ses composants.

Le discours sur la compétitivité est incontestablement le plus audible dans un contexte d'accélération de l'évolution technologique : se retirer unilatéralement de la course à l'innovation serait forcément perdant, même s'il pourrait être collectivement souhaitable de relâcher la pression aux gains de productivité. Mais en parallèle se développent des appels à l'augmentation de l'autonomie territoriale, souvent en lien avec des préoccupations environnementales » comme en témoigne par exemple l'appel à projets « Territoires à énergie positive pour la croissance verte ». On peut aussi classer dans la même catégorie les démarches de circuits courts en agriculture. Malgré le côté démagogique ou incantatoire que peut revêtir ce type de discours, il témoigne d'une volonté de mieux exploiter des ressources sous-utilisées, qui créent peu de valeur ajoutée au départ, mais correspond elle aussi à une recherche d'efficacité économique.

La recherche frénétique de la compétitivité a pour pendant une approche de l'aménagement du territoire focalisée sur les métropoles, censées concentrer le capital humain nécessaire à l'innovation grâce aux effets d'agglomération. Cette vision a été critiquée, tant empiriquement que théoriquement par Bouba-Olga et Grossetti (2015), qui mettent l'accent sur la diversité des modèles de développement. D'autres auteurs mettent aussi en avant le fait que la focalisation exclusive sur la compétitivité aboutit à négliger des facteurs internes (Horlings et Marsden, 2014), notamment l'aspect « écosystémique » du fonctionnement du territoire. Le courant de l'écologie territoriale, issu de l'écologie industrielle, tente d'objectiver le rôle des interdépendances au sein d'un territoire, en évaluant finement les différents flux internes et externes (Barles, 2014).

La notion d'interdépendance a été très tôt mobilisée en sciences politiques, notamment pour expliquer le processus d'intégration européenne (Haas, 1958 ; Hay 2007). Elle est cependant sous-jacente dans une grande part de la littérature sur le développement qui s'intéresse au rôle des coordinations (Angeon et Callois, 2005). L'interdépendance peut être de nature marchande (relations client-fournisseur, partage d'une même ressource) ou non-marchande (circulation des idées, des comportements, échanges de services hors marché...). Elle implique l'idée d'un destin partagé, « pour le meilleur et pour le pire », mais aussi une capacité plus grande à raisonner et agir pour l'intérêt collectif.

Cette dichotomie entre « cohésion locale » et « ouverture » peut être vue comme un cas particulier de l'arbitrage entre deux fonctions principales des relations sociales : une fonction stabilisatrice (proximité culturelle et émotionnelle, permettant des repères communs, l'échange de services etc...) et une fonction exploratoire (obtenir des informations nouvelles ou qualifier la valeur des informations). Burt (2000) fonde sa théorie des réseaux sur l'arbitrage entre ces deux

formes, en montrant que les réseaux les plus performants répondent surtout à la deuxième fonction. Dans un contexte de développement régional, Callois et Aubert (2007) montrent également l'importance des deux formes de relations et l'existence d'une forme de complémentarité entre les deux.

L'objectif de cette communication est d'analyser plus avant l'importance respective de la recherche de capacité exportatrice et du renforcement des interdépendances territoriales. Pour cela, un modèle simple de l'arbitrage entre l'allocation de ressources vers l'extérieur et vers l'intérieur du territoire est proposé. Ce modèle suggère que l'allocation de ressources vers l'extérieur est typiquement trop faible par rapport à l'optimum collectif, y compris lorsque les débouchés extérieurs sont très incertains. Pour examiner empiriquement le rôle de la cohésion interne et de l'ouverture sur le dynamisme de l'emploi, un indicateur d'interdépendance territoriale est construit en se basant sur une modélisation simple de la variation de l'emploi au niveau communal. Le lien entre croissance de l'emploi, interdépendance et ouverture de l'économie est ensuite examiné au niveau départemental. Les résultats montrent que l'interdépendance et l'ouverture économique jouent toutes deux dans la croissance de l'emploi, mais de manière assez différente selon le type d'espace et la conjoncture macroéconomique. Cela plaide pour l'adoption de méthodes d'animation économique et de priorités de politiques publiques différenciées selon les territoires.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La deuxième partie rappelle brièvement les mécanismes à l'œuvre dans l'arbitrage entre « cohésion » et « ouverture », et propose un modèle simple pour le formaliser. La troisième partie présente la construction d'un indicateur d'interdépendance interne au territoire puis teste son lien avec la croissance locale de l'emploi. La dernière partie conclut par quelques implications de ces résultats pour les politiques publiques et les perspectives de recherche qu'ils induisent.

2. Un modèle simple de l'arbitrage cohésion-ouverture

Tous les territoires disposent de ressources inexploitées, à commencer par la ressource en capacité de travail des personnes en recherche d'emploi. Conformément à la loi de Say, la situation dans laquelle coexistent en abondance des personnes désirant consommer et des personnes désirant travailler est paradoxale, elle est un symptôme d'une société bloquée, qui n'arrive pas à valoriser efficacement ses ressources.

La question est où affecter des ressources pour qu'elles enclenchent un processus vertueux de déblocage de ressources simultanément sous-employées. L'intuition première est de commencer sur le mode « Robinson », à savoir permettre à ceux qui ont de la force de travail inutilisée de répondre à des besoins de proximité. Les systèmes d'échange locaux (SEL) sont un exemple d'initiative visant à débloquer une telle situation de ressource sous-employée, mais à une échelle micro-locale. L'enjeu est de passer à une échelle supérieure, celle d'un bassin d'activité économique. D'un autre côté, la théorie économique met avant tout l'accent sur la nécessaire spécialisation dans les avantages comparatifs pour générer le surplus nécessaire au décollage économique.

Il est donc nécessaire d'investir des ressources dans les deux aspects : le renforcement d'interdépendances locales et l'existence d'un secteur exportateur solide. Cette idée est d'ailleurs le fondement de la théorie de la base économique, qui selon les cas est interprétée comme l'insistance sur l'exportation comme fondement du développement régional (c'est son interprétation initiale) mais aussi comme nécessité de favoriser les vagues de dépenses internes permises par les exportations. Ce deuxième aspect serait particulièrement important dans les zones rurales, qui ont plus de difficultés à dégager une base exportatrice large. Notre objet ici n'est pas de contribuer au débat sur la validité de la théorie de la base ni à ses développements plus récents (Davezies, 2008), mais d'étudier les rôles respectifs de ces deux principaux aspects, « cohésion » et « ouverture ».

Un modèle simple permet de formaliser ce dilemme entre allocation de moyens tournés vers l'extérieur ou vers l'intérieur d'un territoire. Pour cela, on considère un territoire composée d'un continuum d'agents économiques (assimilables à des entreprises), qui décident de l'allocation d'un effort de relation qui peut être tourné soit vers l'intérieur soit vers l'extérieur du territoire. Notons :

- $e \in [0,1]$ la part de l'effort dirigée vers l'extérieur. Dans ce modèle, c'est sur cette variable que porte le choix des agents économiques. En effet, c'est sans doute la plus facile à faire varier à court terme,
- g_{ext} une variable aléatoire représentant le gain d'une connexion à l'extérieur (cela représente par exemple les exportations, mais peut inclure aussi des bénéfices en matière de technologies...),
- c_{ext} le coût impliqué par l'activité à l'extérieur (prospection, transport...),
- g_{int} le gain de l'activité avec les agents (entreprises) internes au territoire,
- c_{int} le coût correspondant,
- t un coefficient de transmission des gains extérieurs des agents vers les autres agents du territoire qui lui sont connectés, de façon analogue à l'effet multiplicateur dans la théorie de la base. Cela représente à la fois les effets indirects (sous-traitance) et induits (dépenses des ménages).

Le modèle s'intéresse uniquement aux effets agrégés et ne rentre pas dans le détail des connexions entre agents du territoire, uniquement du niveau moyen de connexion. Le surplus retiré par l'agent x d'un niveau d'effort extérieur $e(x)$ peut alors s'écrire¹ :

$$s(x) = e(x)(g_{ext}(x) - c_{ext}) + (1 - e(x)) \left((g_{int}(x) - c_{int}) + t \int g_{ext}(y)e(y)dy \right)$$

Les agents cherchent à maximiser leur espérance de surplus, minorée d'un terme proportionnel à sa variance pour traduire l'aversion pour le risque, soit $E(s) - \alpha Var(s)$. Si l'on suppose que les agents sont identiques, que le risque porte surtout sur les débouchés extérieurs avec une variance σ , on peut introduire les notations suivantes pour alléger les formules : $b_{ext} \equiv E(g_{ext}) - \alpha\sigma^2$ et $b_{int} \equiv E(g_{int})$

¹ Des formulations plus élaborées pourraient être introduites, comme introduire une interaction explicite entre deux agents i et j . Elles ne changent pas qualitativement les résultats.

La fonction de surplus global peut alors s'écrire :

$$f(x) = e(x)(b_{ext} - c_{ext}) + (1 - e(x)) \left((b_{int} - c_{int}) + t b_{ext} \int e(y) dy \right)$$

Une situation d'équilibre peut se définir comme une fonction d'effort extérieur $e(x)$ dans laquelle aucun agent n'a intérêt à modifier l'orientation de son effort. Si $(b_{int} - c_{int}) > (b_{ext} - c_{ext})$, l'absence de connexion extérieure ($e=0$) est un équilibre stable. Cette situation est cependant peu probable car elle signifierait qu'il y a aucun avantage à aller chercher des ressources à l'extérieur ou que le coût d'accès à ces ressources est démesuré. Dans tous les autres cas, la fermeture à l'extérieur est une situation instable.

Inversement, la situation d'ouverture complète (pas de connexions internes, $e=1$) n'est stable que si $(b_{int} - c_{int}) + t n b_{ext} < (b_{ext} - c_{ext})$. Cette situation peut également être considérée comme très improbable, car elle signifierait que le taux de transmission des bénéfices extérieurs serait très faible.

Dans le cas général, on a donc un degré d'ouverture compris strictement entre 0 et 1, la valeur d'équilibre étant donnée par :

$$e^* = \frac{(b_{ext} - c_{ext}) - (b_{int} - c_{int})}{t n b_{ext}}$$

Cette valeur peut s'interpréter soit comme une moyenne soit comme une fonction constante. Si les agents avaient été hétérogènes, l'équilibre aurait été donné par une fonction discontinue, valant 0 pour une partie des agents et 1 pour les autres. Ce caractère discontinu est dû à la forme linéaire de la fonction de surplus global, mais ne pose pas de difficulté dans la mesure où on s'intéresse ici uniquement aux valeurs agrégées au niveau du territoire.

La valeur de l'utilité globale est alors égale à $n f^* = n(b_{ext} - c_{ext})$. Autrement dit, c'est la même valeur que si tous les agents investissent uniquement à l'extérieur. Bien que cette dernière situation ne soit pas stable, les comportements individuels aboutissent à ce que les effets internes au territoire compensent exactement la perte de surplus générée par une moindre ouverture.

Cette situation n'est pas celle qui maximise le surplus global du territoire. En effet, si l'on maximise la fonction f sur la variable e on obtient la valeur optimale d'ouverture :

$$e^{opt} = \frac{(b_{ext} - c_{ext}) - (b_{int} - c_{int}) + t n b_{ext}}{2 t n b_{ext}}$$

Il est facile de voir que si $(b_{int} - c_{int}) + t n b_{ext} > (b_{ext} - c_{ext})$ (ce qui est en général le cas, sauf dans un territoire totalement incapable de générer des synergies internes), alors $e^{opt} > e^*$. Autrement dit, les comportements individuels aboutissent à un degré d'ouverture à l'extérieur trop faible. Ce résultat reste même valable si l'utilité retirée de l'échange extérieur baisse (par exemple du fait de fortes incertitudes). Il suggère donc que la puissance publique doit avoir pour priorité d'encourager les liens extérieurs, sauf quand la société présente un fort délitement.

La figure 1 donne le profil général de la relation entre ouverture à l'extérieur et surplus global.

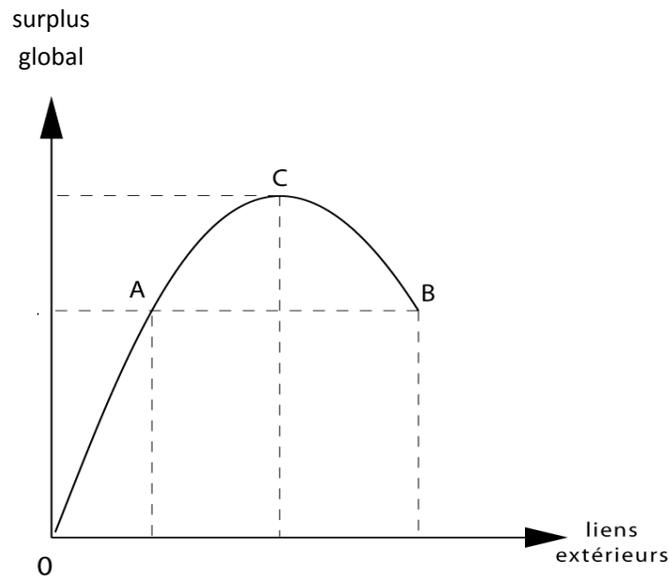


Figure 1. Relation entre liens extérieurs et surplus global

Dans la partie suivante, nous confrontons ces éléments théoriques à une analyse empirique basée sur des données d'évolution de l'emploi.

3. Une analyse empirique du rôle respectif de la cohésion et de l'ouverture

3.1. Un indicateur d'interdépendance territoriale

Alors que beaucoup de travaux s'intéressent à l'importance de l'ouverture à l'extérieur pour générer des revenus supplémentaires, l'élément central de notre analyse est la prise en compte des effets de transmission internes au territoire. Ces effets sont liés aux interdépendances entre agents économiques du territoire, qui passent par des relations client-fournisseur pour les entreprises et par les dépenses locales des ménages, mais également par des aspects non-marchands. Leur évaluation précise nécessiterait l'obtention de données sectorielles en vue de construire des matrices de comptabilité sociales ou autres outils apparentés. Ces données étant coûteuses et complexes à obtenir à un échelon territorial fin, nous adoptons une approche moins précise, basée sur l'évolution de l'emploi, et directement inspirée du modèle théorique précédent.

On considère que la dynamique de l'emploi sur une unité géographique de base i (en l'occurrence la commune) suit la forme suivante :

$$E_{i,t+1} = E_{i,t} \exp \left(\delta_{i,t} + \theta \sum_{j \neq i} \delta_{j,t} \right)$$

L'intuition de cette représentation est que l'emploi évolue en fonction de chocs de croissance exogènes $\delta_{i,t}$ et qu'il y a des interactions internes au territoire dont le paramètre θ (équivalent du paramètre $t.(1-e)$ du modèle) mesure l'intensité. Dans le cas le plus simple, les variables aléatoires $\delta_{i,t}$ sont indépendantes de moyenne δ et de variance σ^2 .

On peut alors observer que :

$$E\left(\sum_i (\Delta \ln(E_i))^2\right) = \left(\sum_i \left(\delta_{i,t} + \theta \sum_{j \neq i} \delta_{j,t}\right)^2\right) = n[(1 + (n-1)\theta^2)\sigma^2 + (1 + (n-1)\theta)^2\delta^2]$$

Par ailleurs :

$$E\left(\sum_{i,j,i \neq j} (\Delta \ln(E_i)\Delta \ln(E_j))\right) = n(n-1)[(2\theta + (n-2)\theta^2)\sigma^2 + (1 + (n-1)\theta)^2\delta^2]$$

On en tire la relation remarquable :

$$E\left(\frac{\sum_i (\Delta \ln(E_i))^2}{n} - \frac{\sum_{i,j,i \neq j} (\Delta \ln(E_i)\Delta \ln(E_j))}{n(n-1)}\right) = (1-\theta)^2\sigma^2$$

Cette relation fournit une mesure simple (inverse) du degré d'interdépendance au sein du territoire, à travers l'indicateur I suivant. On observe est qu'il varie de manière opposée du degré de covariation des dynamiques de l'emploi (partie $\Delta \ln(E_i)\Delta \ln(E_j)$ de la formule) :

$$I = \frac{\sum_i (\Delta \ln(E_i))^2}{n} - \frac{\sum_{i,j,i \neq j} (\Delta \ln(E_i)\Delta \ln(E_j))}{n(n-1)}$$

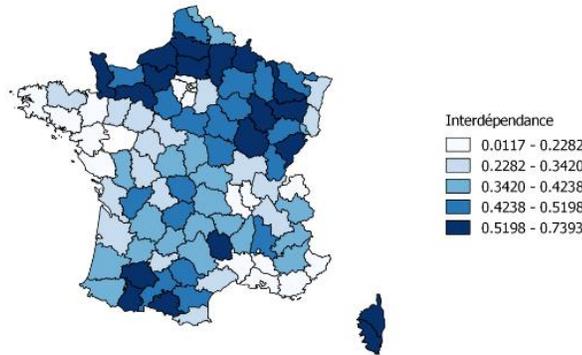


Figure 2. Indicateur d'interdépendance
(les zones les plus claires ont un degré de cohésion plus élevé)

La figure 2 donne une répartition départementale sur l'ensemble de la période 2008-2015. Le calcul de cet indicateur sur des années consécutives montre qu'il évolue peu dans le temps. Le classement des départements est quasiment stable quel que soit la période de calcul, à l'exception de quelques départements comme les Bouches-du-Rhône, qui oscillent selon l'année entre le début et la fin du classement. On note que quasiment tous les départements qui ont une valeur élevée de l'indicateur (donc un faible niveau d'interdépendance) sont des départements ruraux (à faible part de population urbaine).

Le défaut évident de cet indicateur est qu'il ne permet pas de séparer la variance des chocs exogènes du paramètre d'interdépendance θ . Pour qu'il soit utilisable comme indicateur de cohésion locale, il est nécessaire que sa variation entre territoires soit essentiellement due à la variabilité de l'interdépendance locale, plutôt qu'à celle de la composition sectorielle (facteur principal de l'hétérogénéité des chocs exogènes). Malgré cette faiblesse, dans la suite, on utilise cet indicateur comme une mesure (inverse) du degré d'indépendance.

3.2. Relation empirique entre dynamique économique, cohésion et ouverture

Le modèle théorique de la partie 2 prévoit qu'il existe plusieurs leviers pour augmenter la performance économique d'un territoire :

- La baisse du coût de l'accès aux ressources externes et internes (coûts de coordination),
- L'augmentation des effets indirects et induits, c'est-à-dire des interdépendances,
- L'impact de l'ouverture est ambigu (figure 1), même si en général l'ouverture est insuffisante.

Pour évaluer empiriquement le rôle de ces différents facteurs, on utilise les données ACOSS d'emploi salarié privé communal, disponibles annuellement et au niveau communal sur la période 2008-2015 avec ventilation sectorielle selon la NAF 2008 à 732 postes. La variable de performance de l'estimation sera la croissance de l'emploi au niveau départemental.

Les variables explicatives sont les suivantes :

- L'indicateur I d'interdépendance, présenté dans la section précédente,
- Comme mesure de l'ouverture (Ouv), nous utilisons la part de l'emploi relevant de secteurs « naturellement exportateurs ». Le comptage inclut l'ensemble de l'agriculture et de l'industrie (à l'exception du traitement de l'eau), le transport-logistique, le commerce de gros, l'hôtellerie, les activités liées aux TIC, finance et assurance ainsi qu'une quote-part des activités de services aux entreprises, correspondant au poids des secteurs précédents dans l'emploi total ²
- Comme mesure des coûts de coordination ($Coord$), nous utilisons l'indicateur de confiance introduit par Callois et Aubert (2007)
- Comme indicateur de capital humain la part de population de plus de 15 ans possédant un diplôme du supérieur (KH) dans le RP 2010,
- Le taux d'urbanisation ($TxUrb$) du département (part de population vivant en unité urbaine selon le RP 2010).

² Une autre possibilité est de travailler avec les secteurs présentant un coefficient de localisation supérieurs à 1. Les résultats sont qualitativement identiques.

On ajoute également comme variables de contrôle la taille économique du département, mesurée par l'emploi en début de période (*EmplInit*) et la taille moyenne des établissements (*Sal/Etab*). Enfin, afin d'examiner si la conjoncture économique influe sur le rôle des indicateurs d'ouverture et d'interdépendance, on introduit l'interaction entre la croissance nationale de l'emploi et ces indicateurs.

Les résultats figurent dans le tableau 1, avec trois types d'estimateur : moindres carrés ordinaires, estimateur inter-individuel, estimateur intra-individuel. Comme attendu, le niveau de formation supérieure joue positivement sur la croissance de l'emploi. L'impact positif de l'urbanisation traduit surtout la dichotomie entre départements ruraux et urbains, comme on le verra plus loin. La figure 3 montre bien que beaucoup de départements fortement urbanisés ressortent nettement en termes de croissance. Mais dans chaque catégorie existe malgré tout une grande variabilité de dynamique de l'emploi. Mais cet effet est peu marqué et disparaît dès qu'on introduit des variables d'interdépendance et d'ouverture.

Tableau 1. Déterminants de la croissance de l'emploi départemental

	MCO			Intra-individuel			Inter-individuel	
<i>Constante</i>	-0,036***	-0,037***	-0,036***	0,203***	-0,059	0,028	-0,037***	-0,023
<i>Coord</i>	0,029***	0,017*	0,020*				0,030***	0,013
<i>KH</i>	0,037**	0,053***	0,049***				0,037*	-0,049**
<i>TxUrb</i>	0,012**	0,003	0,005				0,012*	0,000
<i>EmplInit</i>	2,41***	2,66***	2,61***	-3,36***	-1,55	-0,289	2,27***	2,26***
<i>Sal/Etab</i>	-0,705*	-1,73***	-1,49***	-0,93**	-0,023***	-0,014***	-0,001	-0,002***
<i>I</i>		-0,024*	-0,028***		0,004	0,007		-0,048**
<i>Ouv</i>		0,055***	0,040***		0,729***	0,263***		0,039**
<i>I * Croissance</i>			0,034**			0,032***		
<i>Ouv * Croissance</i>			0,018***			0,016***		
<i>R²</i>	0,21	0,24	0,52	0,44	0,53	0,73	0,50	0,57

*** significatif au seuil de 1%, ** significatif au seuil de 5%, * significatif au seuil de 10%,

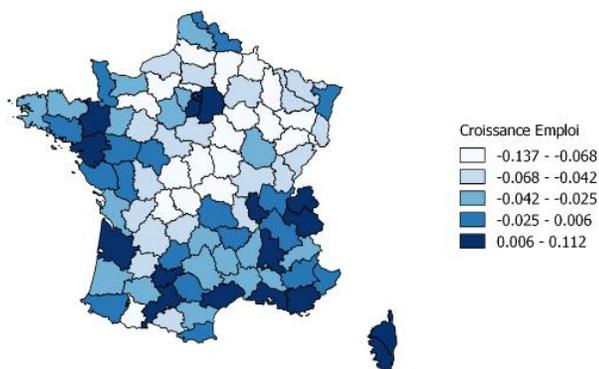


Figure 3. Croissance de l'emploi 2008-2015

Conformément à la théorie, l'indicateur (inverse) d'interdépendance a l'effet négatif attendu, et l'indicateur d'ouverture un effet positif, suggérant que celle-ci est en général trop faible. L'indicateur de coordination/confiance joue positivement, mais cet effet disparaît dans l'estimateur inter-individuel.

De manière notable, l'introduction des variables croisées avec la croissance nationale améliore considérablement le pouvoir explicatif des modèles. Les résultats suggèrent que l'ouverture joue positivement surtout en période de croissance, et l'interdépendance a un rôle protecteur en période morose, ce qui est conforme à l'intuition.

L'introduction d'effets fixes (modèle intra-individuel) fait s'effondrer la significativité de l'indicateur d'interdépendance, ce qui suggère que son effet est essentiellement incorporé dans les effets fixes et qu'il a une valeur de long-terme.

Dans le tableau 2, nous présentons des résultats du modèle intra-individuel en séparant l'échantillon en deux catégories : les 48 départements les plus urbanisés (« urbains ») et les 48 les moins urbanisés (« ruraux »). L'indicateur d'interdépendance est en moyenne plus élevé dans les départements ruraux, ce qui signifie que leur activité économique est moins intégrée. Il est donc surprenant que cet indicateur ne soit pas significatif dans les départements ruraux : cela indique qu'il ne s'agit pas du facteur limitant de leur développement, malgré un niveau d'interdépendance faible.

Tableau 2. Comparaison entre départements urbains et ruraux

	Total	Départements urbains	Départements ruraux
<i>Constante</i>	-0,023	0,021	-0,051**
<i>Coord</i>	0,013	-0,006	0,025*
<i>KH</i>	-0,049**	0,048*	0,104**
<i>TxUrb</i>	0,000	-0,022	-0,001
<i>EmplInit</i>	2,26***	2,70***	2,59
<i>Sal/Etab</i>	-0,002***	-0,02**	-0,001
<i>I</i>	-0,048**	-0,069*	-0,022
<i>Ouv</i>	0,039**	0,022	0,042*
<i>R²</i>	0,57	0,50	0,55

*** significatif au seuil de 1%, ** significatif au seuil de 5%, * significatif au seuil de 10%,

Inversement, le rôle de l'ouverture n'est pas significatif dans les départements urbains. Il est par contre positif dans les départements ruraux. Ces résultats montrent que la capacité à exporter est réellement un élément limitant dans les départements ruraux.

Enfin, conformément à des observations constantes de la littérature sur le capital social, la séparation entre ces deux types de département permet de retrouver le rôle de la capacité de coordination en département rural.

4. Conclusion

L'objet de cette communication était d'étudier l'arbitrage entre « cohésion » (interdépendance) et ouverture dans le dynamisme économique local et de déterminer lequel de ces facteurs était le plus important. Les résultats suggèrent que si ces deux aspects sont importants, ils ne le sont pas avec la même intensité selon les situations. Dans les territoires les plus ruraux, c'est l'ouverture qui semble le plus manquer. Malgré un degré d'intégration en moyenne moindre que les territoires urbains, il semble plus efficace de miser sur des activités tournées vers l'extérieur. Pour autant, les territoires les plus ouverts sur l'extérieur sont aussi plus facilement touchés par les fluctuations macroéconomiques, ce qui implique de favoriser les interdépendances entre activités et entre catégories de la population, tout particulièrement dans les territoires les plus urbanisés. Plus généralement, un fort degré d'interdépendances semble apporter un effet « protecteur » en période de stagnation et sur le long-terme.

Ces résultats corroborent l'importance d'un équilibre entre interdépendances locales et existences d'activités exportatrices solides, pour assurer à la fois un dynamisme économique et une résilience du système en cas de récession prolongée. Ils soulignent aussi la diversité des modes de développement possibles, plus ou moins ouverts vers l'extérieur. Outre le fait qu'ils suggèrent qu'il est prioritaire de renforcer la cohésion en zone urbaine et l'ouverture en zone rurale, ils montrent aussi que le développement territorial doit se piloter à un échelon relativement fin afin de tenir compte de la variabilité spatiale des situations. A cet égard, la création de grandes régions, pilotes des stratégies économiques, semble difficilement en mesure d'apporter une réelle plus-value dans la conception de politiques adaptées au contexte local. L'analyse de la carte de la croissance de l'emploi montre un fort dynamisme autour des grandes agglomérations, sans que la présence d'une métropole soit une condition indispensable au dynamisme.

Les résultats présentés ici restent à très grosse maille et basés sur des mesures peu précises de la cohésion et de l'ouverture. Il serait important de les corroborer par des analyses locales plus détaillées, basées sur des données de relation interentreprises. Ils ne prennent pas non plus en compte le temps long ni certains aspects non économiques, liés par exemple à l'environnement. Un approfondissement intéressant à mener serait d'étudier à quelle échelle les effets d'interdépendance se font le plus sentir. Malgré l'importance de ces pistes de travail encore à accomplir, ces résultats illustrent la nécessité de considérer la diversité des facteurs de développement, et d'adapter les leviers d'action aux situations locales.

Références

Angeon V, Callois JM (2005), Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité, *Economie et institutions*, n°6-7, pp. 19-49.

Barles S., 2014. L'écologie territoriale et les enjeux de la dématérialisation des sociétés : l'apport de l'analyse des flux de matières. *Développement durable et territoires*, 5 (1), 19p.

Bouba-Olga et Grossetti (2015), La dynamique économique des territoires français: de l'obsession métropolitaine à la prise en compte de la diversité des configurations territoriales, *8e journées internationales de la Proximité*, May 2015, Tours, France.

Burt, R.S. (2000). "The network structure of social capital." *Research in organizational behaviour* 22: 355-373.

Callois J.M., Aubert F. (2007), Towards indicators of social capital for regional development issues, *Regional Studies*, *Regional Studies*, 41, pp. 809-821.

Davezies L. (2009), L'économie locale résidentielle, *Géographie, Economie, Société*, 11, 47-53.

Haas, E. (1958) *The uniting of Europe: Political, social and economic forces*, Stanford: Stanford University Press.

Hay C. (2007) *New Directions in Political Science: Responding to the Challenges of an Interdependent World*, Basingstoke: Palgrave

Horlings L.G, Marsden T.K. (2014), Exploring the 'New Rural Paradigm' in Europe: Economic strategies as a counterforce to the global competitiveness agenda, *European urban and regional studies*, 21(1), 4-20.